



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

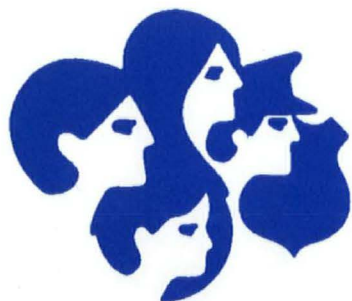
Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



Police Sociopréventive de la G.R.C.



Modèles de services
de police
autochtones



Canada

Modèles de police autochtone

Rebecca Johnson, Direction des services de police sociopréventifs et autochtones de la GRC

Il existe de nombreux modèles de services de police actifs dans les collectivités autochtones au Canada. Le niveau de participation de la GRC y varie beaucoup. C'est ainsi qu'on y retrouve, dans les réserves, des détachements complets de la GRC, alors qu'ailleurs il peut y avoir des services de police autochtones entièrement autonomes. Entre ces deux modèles, il existe divers niveaux intermédiaires. Le présent document décrit plusieurs exemples de modèles actuellement en place en Alberta et au Manitoba.

Le modèle à adopter pour une collectivité dépendra entièrement des besoins et des désirs particuliers de cette collectivité. Le présent document devrait servir de point de départ et de source d'information aux Autochtones et aux policiers afin qu'ensemble, ils puissent entreprendre l'élaboration d'un modèle de service de police adéquat.

Copyright of this document does not belong to the Crown.
Proper authorization must be obtained from the author for
any intended use.

Les droits d'auteur du présent document n'appartiennent
pas à l'État. Toute utilisation du contenu du présent
document doit être approuvée préalablement par l'auteur.

Le détachement de la GRC à Assumption

Assumption est une réserve isolée de Déné-Thà située dans le nord-ouest de l'Alberta à 900 kilomètres d'Edmonton. Cette collectivité de 1 200 habitants possède le plus haut taux de criminalité de toutes les régions rurales de la province. La majorité des crimes sont violents et reliés à l'alcool. Le taux de chômage est élevé, la violence familiale et les abus constituent de graves problèmes et, comme c'est le cas dans de nombreuses autres collectivités, les jeunes n'ont d'autres occupations que de chercher des ennuis.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, Assumption n'est pourtant que lieu de problèmes. On y retrouve, au sein de la collectivité, un mouvement qui adopte des méthodes traditionnelles de solution de problèmes et a recours à des conseillers et à des services curatifs communautaires pour tenter de résoudre les problèmes auxquels font face les habitants d'Assumption et le peuple Déné. Assumption est donc dotée d'un groupe consultatif communautaire actif et efficace. De plus, ses citoyens viennent d'élire, pour la première fois de son histoire, un nouveau chef et un conseil tous abstinents.

Un détachement complet de la GRC dans la réserve relève le défi unique que pose la collectivité d'Assumption.

Six membres de la GRC sont affectés au Détachement d'Assumption. Ils maintiennent également l'ordre dans la collectivité de Rainbow Lake située à proximité. Le bureau du détachement se trouve au centre d'Assumption, près du magasin et du centre récréatif, et tous les membres du détachement vivent avec les citoyens de cette collectivité.

Le chef du détachement, le sergent Dan Fudge, a travaillé pendant de nombreuses années dans des collectivités autochtones isolées et il est très heureux d'être affecté à Assumption. Il est d'avis que les problèmes d'Assumption ne sont pas insurmontables et qu'avec une collaboration communautaire concertée, ils pourraient être éliminés.

La présence de la GRC à Assumption ne date pas d'hier et les citoyens tiennent à maintenir et à accroître cet esprit de collaboration. Le sergent Fudge se dit impressionné par l'intérêt manifesté par les citoyens et leur niveau de participation. Ces derniers en ont assez de voir les mêmes personnes fomenter continuellement des troubles et ils veulent que les choses changent. Plusieurs membres du comité participent à chaque réunion du groupe consultatif communautaire, ainsi que six ou sept, et parfois même jusqu'à douze membres de la collectivité venus pour écouter, poser des questions, présenter leur point de vue et soulever des points épineux pour eux. L'heure des réunions est annoncée sur les ondes de la radio et de la télévision locales. On y communique également tout plan ou tout programme choisi au cours des réunions afin de lutter contre les problèmes qui sévissent.

Grâce au comité, le niveau de compréhension réciproque a augmenté. Nombreux sont ceux qui, ayant assisté à des réunions dans le but de poser des questions concernant les lois et politiques de la police, sont repartis mieux renseignés sur les raisons des activités policières et

sur la façon de mener une enquête. De même, les membres de la GRC qui participent à ces réunions en apprennent davantage sur les questions autochtones et sur les préoccupations de ces gens chez qui ils assurent le maintien de la paix. Ces réunions leur permettent également de mieux connaître la méthode de résolution de problèmes du peuple Déné.

Le comité a demandé à la police d'être plus sévère dans certains domaines, exigeant davantage de vérifications de permis et de contrôles routiers pour contrer la conduite avec facultés affaiblies. Le comité, la police et le conseil de bande ont conjointement demandé aux entreprises de la région d'exercer un contrôle sur leurs ventes de fixatifs et de solvants aux jeunes. De plus, des dispositions ont été prises pour la diffusion à la télévision locale des vidéos sur la santé, la sécurité et la prévention criminelle provenant de la bibliothèque du détachement.

Les membres du comité étudient également la possibilité de créer un comité sur la justice traditionnelle dans le but de déjudiciariser le système et de permettre aux Aînés et aux juges de paix de décider ensemble de la sentence des jeunes et d'avoir recours à des méthodes traditionnelles de punition et de résolution de problèmes telles qu'un service de consultation spirituelle.

De plus, un Aîné, membre du comité consultatif, a été invité à assister aux réunions du détachement afin de fournir aux membres de la GRC une formation interculturelle et de leur donner un aperçu sur la vie des Autochtones.

Il semble que la GRC soit bien acceptée par les habitants de la réserve d'Assumption et qu'elle continuera à y offrir des services de police pendant encore longtemps. Le sergent Fudge aimerait que des Dénés deviennent policiers et soient affectés au détachement. Il aide donc deux Autochtones désireux de joindre les rangs de la GRC et espère également en recruter davantage dans la région.

Le Détachement satellite d'Hobbema

Le village d'Hobbema est situé à environ 100 kilomètres au sud d'Edmonton, près des réserves de Samson, d'Ermineskin et de la nation Montana. Le 6 décembre 1991, un détachement satellite de la GRC a été mis sur pied dans le village. Ce détachement servirait désormais de base aux services de police offerts aux quelque 10 000 habitants de la région.

Les communautés Cries qui y vivent, auparavant sous la surveillance du Détachement rural de Wetaskiwin, à 16 kilomètres de la région, étaient satisfaits des services de police de la GRC, mais ils ont commencé à exprimer le désir d'avoir un service plus accessible. De récents rapports et enquêtes sur l'administration de la justice en milieu autochtone ont aussi souligné le besoin de remplacer les services de police éloignés par des services sur place où cela était possible. On espérait ainsi pouvoir améliorer les rapports entre la police et la collectivité et réduire le taux de criminalité.

Les membres appelés à se réinstaller dans le satellite ont été triés sur le volet dans le Détachement de Wetaskiwin. Tous avaient déjà servi dans des collectivités autochtones et ont accepté l'offre. Le satellite compte présentement huit gendarmes et deux caporaux. Il est question qu'un sergent d'état-major et que trois autres gendarmes viennent se joindre à eux.

Un petit corps d'agents de bande autochtone, appelé Four Nations Law Enforcement, est aussi installé à Hobbema. Deux de ses agents non armés, qui ont reçu leur formation à l'école de police provinciale, collaborent avec la GRC à chaque relais. Ils remplissent des tâches générales de police sous la supervision de la GRC. L'avenir de la police de bande demeure incertain : est-ce que les agents de bande pourront devenir des policiers de plein droit ou est-ce que les délits graves de catégorie "C" demeureront sous la responsabilité de la GRC?

Le détachement est installé, depuis son ouverture, dans un petit édifice du village d'Hobbema. On prévoit construire un nouveau bureau, moderne, dans la réserve, qui appartiendrait à la bande et le louer à la GRC.

Depuis que la GRC travaille dans la réserve, elle est davantage présente au sein de la collectivité et collabore avec d'autres organismes communautaires dans le but de trouver des solutions aux problèmes. Un comité interorganismes composé de représentants de la police, d'organismes sociaux et du coordonnateur de la prévention de la bande a été mis sur pied afin de contrer la violence familiale. Le comité cherche des solutions de rechange à la justice pénale et des approches préventives appropriées pour la collectivité. Ainsi, les délais d'intervention sont nettement moins longs, ce qui sécurise la collectivité et la rapproche de la police. Fait nouveau, grâce à la proximité du bureau, les gens peuvent maintenant venir facilement déposer des plaintes.

Le nombre d'incidents prévenus par une force policière permanente ne peut être calculé avec précision, mais les membres du Détachement satellite d'Hobbema ont souligné que depuis leur

arrivée, le nombre de meurtres, qui était de sept ou huit chaque année, est maintenant presque nul.

Le conseil de bande ainsi que d'autres membres de la collectivité se sont dit très satisfaits du travail et de la présence de la GRC dans la réserve. De son côté, la GRC essaie de mieux comprendre la culture autochtone, ce qui améliore ses rapports avec la collectivité. Le détachement a même engagé un Aîné pour donner à ses membres une formation interculturelle et augmenter le niveau de compréhension mutuelle.

On croit présentement que ce satellite deviendra un détachement complet composé uniquement de membres autochtones de la GRC d'ici dix ans. En attendant, les Autochtones de la région semblent entièrement satisfaits de la situation et des services de police qu'ils reçoivent.

Le détachement satellite de la nation Peigan

Depuis le début de 1992, la GRC possède un détachement satellite sur la réserve de la nation Peigan, dans le sud de l'Alberta. Ce bureau a été ouvert dans la ville de Brocket, située dans la réserve, après que la collectivité et les membres du Détachement de Pincher Creek de la GRC, qui offrait à cette nation des services de police à distance, se sont rendus compte que les services offerts pouvaient être améliorés.

Le détachement principal se trouve à Pincher Creek, mais la plupart des appels à l'aide provenaient de la réserve vingt kilomètres plus loin. Les membres de la bande étaient de plus en plus insatisfaits des délais d'intervention et de la distance considérable entre le détachement et la collectivité qui se sentait trop loin des services policiers. Brocket et ses environs comptaient environ 2 000 habitants, mais en raison de la distance et du peu de ressources disponibles, les gens ne voyaient la police que lors d'arrestations. Les Peigans étaient heureux d'être sous la surveillance de la GRC, mais ils désiraient avoir des services de police permanents.

Afin de répondre à ce besoin, six membres du Détachement de Pincher Creek, dont plusieurs Autochtones, ont été réaffectés à un petit bureau situé dans le centre communautaire. Le 20 décembre 1992, le bureau a été déménagé dans un édifice récemment rénové, à côté de la nouvelle école secondaire.

Depuis l'ouverture de ce bureau, les Autochtones ont manifesté leur grande satisfaction face à l'accessibilité des services de police. À chaque relais, les membres de la GRC essaient de passer un certain temps au bureau, à s'acquitter de tâches administratives, afin de pouvoir aider ceux qui se rendent sur place ou donner de l'information. Ils visitent aussi régulièrement les écoles et sont souvent présents dans la collectivité. Ce détachement satellite n'a pas de personnel de soutien permanent, mais prévoit bientôt engager une secrétaire ou une sténographe à temps partiel. Même s'il n'y a pas toujours quelqu'un dans le bureau, les membres de la collectivité savent que la GRC est présente et saura les aider.

Les membres de la GRC sont aussi très satisfaits. Ils se sentent plus près de ces gens et croient que leur présence et leur dévouement améliorent leurs relations publiques : ils ne représentent plus les méchants. Depuis leur arrivée, le nombre de plaintes a diminué. De plus, ils croient à l'effet préventif de leur action : leur présence intimidera les éventuels criminels.

Le policier responsable du détachement satellite rencontre les Aînés pour des consultations communautaires et croit qu'ils ont beaucoup aidé à l'établissement du bureau dans la réserve et à l'acceptation de la GRC par la communauté. Un Aîné a donc été engagé à titre de personne-ressource pour les questions d'ordre culturel et spirituel.

Des négociations seront entreprises afin d'en arriver à un accord de financement tripartite pour ce détachement satellite. Ainsi, la GRC pourra continuer à offrir des services à cette

collectivité autochtone. Dans cinq ans, le détachement pourrait devenir autonome et être composé uniquement de membres autochtones.

Les services de police de la nation Siksika

La nation Siksika, une bande composée de 2 700 Pieds-Noirs près de Gleichen en Alberta, a tenté pendant de nombreuses années, et ce avec un succès mitigé, de constituer son propre corps policier. Aujourd'hui, grâce à la GRC et au ministre du Solliciteur général, ce rêve est devenu une réalité qui porte un nom : service de police de la nation Siksika.

Avant 1990, la réserve des Siksikas était dotée d'une force policière tribale établie par la bande et le ministre des Affaires indiennes. Ce groupe avait le pouvoir de faire respecter les règlements de la bande, mais c'était la GRC qui, du Détachement de Gleichen, offrait des services de police. En 1990, la bande a décidé de transformer ce groupe en force policière légitime.

La commission de police de la bande a commencé à engager et à former des nouveaux membres de la collectivité, qui devaient intervenir lors d'incidents de catégorie "A" comme des vols mineurs et d'autres infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité, et mener des enquêtes. On se propose d'accroître leurs responsabilités à mesure qu'ils acquerront de l'expérience et de la confiance en eux. Pour le moment, la GRC reste toujours responsable des infractions majeures.

Des négociations ont été entreprises avec le Solliciteur général afin d'en arriver, en respectant la nouvelle Politique sur la police des Premières Nations, au premier accord de financement tripartite dans l'Ouest, signé en avril 1992.

Diplômés de l'école de police de l'Alberta en mars 1992, les dix membres du service de police de la nation Siksika ont suivi leur formation pratique dans les détachements voisins de la GRC. Aujourd'hui, grâce à des protocoles officiels de collaboration policière, la police siksika peut participer aux patrouilles de la GRC, assister aux enquêtes sur des infractions majeures et y prendre part. La GRC fournit à la police des Siksikas ce qu'il lui manque : un service de télécommunications après les heures de bureau et des cellules.

La collectivité a éprouvé de la difficulté à trouver et à garder un chef de police expérimenté pour diriger ce nouveau service, elle a donc demandé l'assistance de la GRC. C'est ainsi que le caporal Bruce Barkley du Détachement de Gleichen a été appelé à diriger le corps policier jusqu'à ce qu'un chef expérimenté soit engagé ou qu'un membre du service acquière l'expérience requise. La commission de police espère pouvoir engager un nouveau chef prochainement, mais le caporal Barkley demeurera le sous-officier des opérations afin d'assurer une transition sans heurts.

De plus, le caporal Barkley consulte la collectivité de façon officielle ou non officielle afin de s'assurer que ses services répondent à leurs besoins. Bien qu'il ne soit pas Autochtone, il a été bien accepté comme chef de police par les Siksikas et il est reconnaissant pour l'expérience acquise au sein de cette collectivité autochtone.

La GRC fait actuellement des vérifications régulières de service de police siksika. Des comités d'examen et de mise en oeuvre ont aussi été mis sur pied par le gouvernement provincial afin de surveiller et de diriger la création de ce nouveau service de police et de décider du moment opportun pour accroître ses responsabilités. Toujours présente, la commission de police sert d'intermédiaire entre la police et la collectivité et s'occupe des plaintes portées contre les membres.

La police des Siksikas est composée de jeunes énergiques et motivés, s'épanouissant sous la supervision du caporal Barkley. Selon ce dernier, le moral du groupe est très fort et la collectivité se montre très satisfaite : la nation Siksika est fière d'avoir sa propre force policière, composée uniquement de membres de la bande. De leur côté, les membres aiment travailler dans leur collectivité : même s'ils doivent parfois avoir affaire à des amis ou des membres de leurs familles, ils se sentent respectés et peuvent faire appel à leurs connaissances et à leur discrétion pour aider la collectivité à régler ses problèmes.

Le caporal Barkley croit que la présence de la GRC a beaucoup aidé la collectivité au cours de la constitution de son service de police. Il a pu partager son expérience et sa formation avec les nouveaux policiers et la commission de police, et les aider à mettre sur pied leur corps policier qui constitue un autre pas vers l'autonomie gouvernementale.

Le rythme de la transition est lent mais constant. Le caporal Barkley est certain que dans quelques années, grâce au soutien du gouvernement et de la GRC, sa présence ne sera plus nécessaire et le service de police de la nation Siksika gagnera son autonomie.

Le détachement satellite de Saddle Lake

En novembre 1990, la GRC a ouvert un bureau d'accès facile à Saddle Lake, collectivité crie composée de 5 000 habitants située dans le centre de l'Alberta, au sud-est d'Edmonton. Les Crie voulaient une diminution des délais d'intervention et avoir des services plus visibles que ceux offerts par le Détachement de St. Paul de la GRC, situé à 30 kilomètres. La collectivité était disposée à offrir des locaux à la police sur la réserve si on lui assurait une amélioration des services.

La collectivité de Saddle Lake est dotée d'un conseil de bande fort et dynamique qui travaille depuis de nombreuses années au maintien, dans la réserve, de bons services sociaux complets, dont des services de police. Selon le conseil et la GRC, la présence permanente de la Gendarmerie devait améliorer les services policiers ainsi que les rapports entre la collectivité et la police en rendant cette dernière plus accessible et en la montrant sous un jour différent. Une plus importante force policière permanente devait aussi permettre à la police de collaborer davantage avec d'autres organismes de la réserve pour résoudre les problèmes de la collectivité.

Les membres de la GRC affectés à Saddle Lake sont également chargés de la collectivité de Smokey Lake et de la réserve Good Fish et ils croient que l'ouverture d'un bureau dans ce dernier emplacement fut une bonne décision et ils sont heureux d'y être affectés. Ils sont près des Crie, apprennent à les connaître davantage et vivent dans une atmosphère plus détendue et accueillante que dans de grands détachements.

La présence de la GRC dans la réserve a donné la chance aux agents de bande d'être mieux formés et supervisés et, ainsi, d'acquérir plus de crédibilité auprès de la collectivité. Depuis le début des années 1970, Saddle Lake a été doté de services de police tribaux à intervalles qui, pour différentes raisons, ont été peu efficaces. Aujourd'hui, trois agents de bande ayant reçu leur formation à l'école de police du Solliciteur général travaillent avec la GRC, mais ils n'ont pas de pouvoirs policiers complets. La collectivité a maintenant presque autant de respect pour cette police autochtone qu'elle en a pour les membres de la GRC.

Peu après l'ouverture du détachement satellite, une commission de police indépendante du chef et du conseil a été créée. Elle devait consulter la GRC et les agents de bande, surveiller et soutenir leur travail sur la réserve et servir de liaison officielle entre la police et la collectivité. La commission de police de Saddle Lake désire, en premier lieu, soutenir les efforts de la GRC pour réintroduire l'approche sociopréventive dans la réserve et favoriser le règlement des problèmes. Les membres de la commission de police siègent aussi à des comités interorganismes dans lesquels est favorisé le travail d'équipe pour résoudre des problèmes tels que l'abus de drogues et la violence familiale dans la réserve.

Au sein du détachement, le moral est bon et les membres sont satisfaits de l'organisation. Les prisonniers doivent encore être incarcérés à St-Paul en raison de l'absence de cellules à Saddle Lake. Le détachement satellite vient de recevoir un terminal S.R.R.J. et les membres

travaillent à la mise sur pied d'un Groupe d'assistance aux victimes dans la réserve, financé par le Programme de suramende compensatoire de la cour provinciale.

L'avenir de la surveillance policière sur la réserve de Saddle Lake semble très prometteur. La commission de police étudie aujourd'hui la possibilité de constituer son propre service de police, mais tous sont conscients qu'un tel projet demandera beaucoup de temps, d'efforts et de collaboration entre la bande et la GRC. Plusieurs des membres affectés au détachement satellite de Saddle Lake sont autochtones, y compris le sous-officier responsable. Le but visé est un détachement composé uniquement d'Autochtones d'ici cinq à dix ans.

La commission de police, le conseil de bande et les membres du détachement satellite sont en pourparlers afin d'établir, à court terme, un régime judiciaire tribal et traditionnel pour les jeunes afin que les contrevenants ne soient pas pris en charge par la justice pénale, mais de façon traditionnelle, comme par exemple par des conseillers spirituels.

La police de la tribu des Blood

La réserve de la tribu des Blood est la plus importante du Canada, tant par sa population, composée de 6 500 habitants, que par sa superficie. Elle est située à 150 kilomètres au sud de Calgary, entre Lethbridge et Cardston, dans le sud de l'Alberta.

La tribu a constitué sa première police en 1981 avec l'intention d'améliorer les services de police dans la réserve et de faire un autre pas vers l'autonomie gouvernementale. Néanmoins, les membres de la tribu ne se sentaient pas près de leurs policiers. Le plus proche détachement de la GRC se trouvait à Cardston, à l'extérieur de la réserve. Les longues distances (parfois jusqu'à 60 milles) rendaient les délais d'intervention très longs. De plus, en raison de leur faibles effectifs, les membres de la GRC ne répondaient qu'à des cas d'incidents. Dans ces conditions, la socioprévention était irréalisable. Par le passé, les rapports entre la GRC et la tribu des Blood avaient été solides et satisfaisants, mais ceux-ci se détérioraient en raison d'un manque de compréhension réciproque et de pressions internes voulant le rejet de toute intervention non autochtone.

Un projet-pilote d'une durée de cinq ans a été lancé mais il était voué à l'échec, car, dès le début, la bande ne s'était pas pleinement engagée à fournir les fonds, le matériel et les installations nécessaires à la constitution d'une police tribale. Faute d'argent, l'équipement pour la station de police nouvellement construite n'a pu être acheté. Les cours et les installations de formation étaient difficiles à obtenir et les techniques de recrutement piètrement contrôlées. Étant donné que la commission de police a été créée après la mise en application du projet de police tribale, le chef et le conseil ont hésité à transmettre certains des pouvoirs décisionnels dont ils jouissaient traditionnellement. Les politiques de la tribu ne servaient qu'à accentuer ces sentiments négatifs. En 1986, à l'exception d'une petite force d'agents de bande, la GRC est redevenue responsable du maintien de l'ordre dans la réserve des Blood.

En 1988, forte de son expérience, la réserve a tenté à nouveau de mettre sur pied une police tribale mieux planifiée et bénéficiant de l'appui financier et logistique de la bande, de la province et de la GRC.

Durant les premières années du projet, la GRC contrôlait les services de police dans la réserve. Les policiers de la tribu des Blood s'acquittaient de quelques tâches et étaient jumelés à des membres expérimentés de la GRC. Cette dernière ainsi que la commission de police de la tribu des Blood, constituée plus tôt dans le projet cette fois, ont collaboré à la modification des politiques et des pratiques de la GRC pour qu'elles s'appliquent à une police locale plus petite. Aujourd'hui, la police de la tribu compte cinq ans d'expérience et elle s'acquitte seule des tâches opérationnelles depuis septembre 1992.

Dix-sept policiers de la tribu des Blood travaillent actuellement dans la réserve, à partir du quartier général situé à Standoff. La GRC aide encore la police de la tribu à améliorer les aptitudes à la gestion et à la supervision des membres plus anciens. L'actuel chef de la police

de la tribu des Blood vient de l'extérieur, mais on espère le remplacer plus tard par un membre de la tribu, fort probablement par le sous-chef.

Les recrues, choisies dans la bande, reçoivent leur formation de base à l'école de police de l'Alberta et leur formation pratique dans des détachements voisins de la GRC.

Des négociations ont été entreprises afin d'en arriver à un accord de financement tripartite avec les gouvernements provincial et fédéral pour assurer, à l'avenir, un financement continu. La GRC effectue encore des vérifications mensuelles, donne des cours en milieu de travail et maintient, avec la police de la tribu, des protocoles officiels d'assistance et de partage des tâches, lorsque cela s'avère nécessaire.

Grâce aux efforts de la GRC et des membres de la tribu des Blood ainsi qu'au soutien apporté par la Gendarmerie dans la création du nouveau service de police tribale, les rapports entre la GRC et les habitants de la réserve se sont grandement améliorés depuis le début des années 1980.

La majorité des habitants de la réserve sont très fiers de posséder leur propre service de police. Ils ont le sentiment que cette police leur appartient et qu'ils font leur part pour le maintien de l'ordre dans leur collectivité. La plupart des gens croient que les rapports, toujours aussi solides, entre la tribu des Blood et la GRC s'amélioreront au fil des ans.

Le service de police de la tribu de Louis Bull

Située dans la Réserve Louis Bull près d'Hobbema en Alberta, la police tribale de Louis Bull est le premier service autonome entièrement dirigé par des Autochtones. À sa constitution en juillet 1984, ses pouvoirs d'application de la loi étaient limités, mais en 1987, le gouvernement de l'Alberta l'autorisa à enquêter sur toutes les catégories de crimes.

Avant la création du service de police de Louis Bull, le Détachement rural de Wetaskiwin de la GRC assurait le maintien de l'ordre. Toutefois, la collectivité n'était pas entièrement satisfaite du service qu'elle recevait. Les délais de réponse étaient longs à cause de la main-d'oeuvre limitée et de l'ampleur du territoire, et le taux de criminalité ne cessait de monter en flèche dans la réserve. Les Aînés et leur conseil considéraient qu'un corps policier local, financé par la bande, pourrait maintenir l'ordre de façon plus visible et plus complet.

Même si le service de police de Louis Bull existe depuis neuf ans déjà, cela ne veut pas dire qu'il est exempt de problèmes. Le fonctionnement d'un petit service de police est coûteux, surtout lorsque le rapport police-population est élevé (1:150). Pendant cette période, le taux de roulement du personnel a été très élevé, en partie à cause de l'incertitude des fonds provenant de la bande.

Comme le service de police de Louis Bull était le premier du genre, il a connu, au début, une certaine dose de résistance de la part du gouvernement. À l'heure actuelle, toutefois, le service fonctionne très bien; il se compose du chef Bob Reid, un ex-membre de la Police provinciale de l'Ontario, d'un sergent et de cinq agents. Des négociations sont actuellement en cours et la bande s'attend à signer un accord de financement tripartite très bientôt avec les gouvernements fédéral et provincial, ce qui assurera des fonds pendant au moins les prochaines années. Le chef Reid estime que cet apport de fonds plus certain sera très profitable pour les services de police autochtones comme le sien et contribuera à en assurer le succès à venir.

La collectivité et la police jouissent d'une relation très positive et de confiance. Le chef Reid a adopté la politique de la porte ouverte avec la communauté et reçoit des appels directs de la population désireuse de discuter de problèmes ou de porter une plainte contre un membre du service de police. Il encourage son personnel à participer aux activités communautaires et aux groupements sportifs, et tous les membres du service de police essaient d'être toujours présents dans la collectivité. La population se sent libre de discuter de ses problèmes avec la police et celle-ci se fait un plaisir d'affecter ses ressources aux secteurs de préoccupation commune. La commission de police, laquelle constitue une entité distincte du conseil de bande, surveille les activités du service de police de Louis Bull et sert d'agent de liaison officiel entre la police et la collectivité.

Grâce à la confiance qu'il a gagnée de la communauté, le chef Reid a récemment réussi à élucider d'anciens dossiers criminels qu'il n'avait jamais songé rouvrir. En fait, le service de police de Louis Bull prétend avoir fait baisser le taux de criminalité de 72 % dans la réserve depuis qu'il est responsable d'y appliquer la loi. Par ailleurs, les statistiques provinciales

révèlent un taux d'affaires classées de 94 %, comparativement à une moyenne de 39 % au niveau provincial. Le chef Reid attribue ce taux de succès à la présence constante de son personnel, soit 24 heures sur 24, et à la relation intime qui existe entre la police et la population du fait qu'il s'agit d'un petit service indépendant.

La relation entre le service de police de Louis Bull et la GRC est également très amicale. Selon le chef Reid, la GRC a beaucoup aidé la bande à créer son propre service de police. Elle en a formé les membres et conseillé la commission de police. Les deux services continuent de collaborer le plus possible et partagent la charge de travail en signifiant les ordonnances des tribunaux, en donnant suite aux appels ou en prêtant main-forte lorsque l'autre service est trop occupé. Le service de police de Louis Bull a aussi conclu une entente avec la GRC et la ville de Wetaskiwin pour ce qui est de l'incarcération des criminels, car le petit bureau de Louis Bull ne dispose d'aucune cellule.

La formation initiale des membres du service de police de Louis Bull se fait maintenant au collège de police de l'Alberta et la formation en cours d'emploi se fait, sous réserve d'une entente, auprès du service de police de la ville de Calgary et au Collège canadien de police à Ottawa. Le service de police de Louis Bull a pris suffisamment d'expansion et a acquis assez d'expérience pour pouvoir former ses propres recrues, sans avoir recours à la GRC ni à d'autres services de police. Il demeure difficile de réunir les fonds nécessaires pour que les membres suivent tous les cours de formation qu'ils aimeraient et, comme le personnel est peu nombreux, on a parfois du mal à le remplacer pendant qu'il est en formation.

Même si cinq des membres du service de police de Louis Bull sont autochtones, y compris le sous-chef, aucun n'est originaire de la réserve de Louis Bull – décision prise en toute connaissance de cause par la bande et la commission de police pour éviter les conflits d'intérêts. Le service a lancé un programme de police auxiliaire en janvier dernier, afin d'accroître la participation communautaire au niveau de l'application de la loi.

Lorsqu'on interroge le chef Reid sur l'avenir du service de police de Louis Bull, il dit envisager son expansion et sa transformation en un service de police autochtone régional, pour la réserve de Louis Bull, les réserves avoisinantes de Samson, Ermineskin et Montana et peut-être pour d'autres réserves et bandes de la province.

La police du Conseil tribal Dakota-Ojibway

Le Conseil tribal Dakota-Ojibway (CTDO) est une assemblée de huit bandes sioux et ojibway du sud du Manitoba qui se sont réunies pour former un conseil politique régional. Il régit d'une manière centralisée les services et ressources destinés à ces réserves. Il existe de nombreux conseils tribaux et de nombreuses assemblées autochtones au Manitoba et dans le reste du pays. Les assemblées du genre permettent aux bandes de mieux planifier en combinant les ressources et le pouvoir politique des différentes réserves en une seule force agissante.

En 1977, le CTDO a lancé un projet pilote en vue de créer son propre service de police autochtone régional - lequel existe encore de nos jours.

À l'heure actuelle, ce service de police est formé de sept détachements desservant huit réserves, et 21 membres sur 28 sont autochtones (y compris le chef et deux sous-chefs). Chaque détachement est dirigé par un caporal. La formation des nouveaux membres se fait à l'École de police de la GRC à Regina, et la formation en cours d'emploi est assurée par la GRC ou le Service de police de Brandon.

Officiellement, le Service de police du CTDO demeure un projet pilote et, à ce titre, reçoit une allocation de base du gouvernement provincial (12 p. 100) et du gouvernement fédéral (86 p. 100), mais on est actuellement en train de négocier une entente tripartite pour équilibrer la provenance des fonds et pour accroître la stabilité financière à long terme.

Le CTDO est chargé des fonds d'appoint et de l'entretien des installations et de l'équipement, mais malheureusement, le Conseil a souvent d'autres priorités, et la police doit s'en tirer avec ses ressources actuelles. Le service de police n'a pas de central, et les conditions ainsi que les locaux de certains détachements laissent beaucoup à désirer. On prévoit améliorer cette situation très prochainement.

Une commission de police a été formée. Ses membres comprennent des représentants des bureaux du Solliciteur général fédéral et du Solliciteur général provincial, de la GRC et du Service de police du CTDO ainsi que huit membres provenant des réserves. La commission guide les membres supérieurs du Service de police du CTDO et consulte le conseil général et les diverses collectivités en vue d'établir les priorités et les objectifs.

Le Service de police du CTDO dessert un territoire important et, comme tout service de police régional, on s'attend à ce qu'il joue tous les rôles. La GRC a signé des protocoles d'entente officiels avec lui afin de collaborer et de prêter main-forte là où c'est possible, surtout dans les cas graves comme les voies de fait et les meurtres.

Depuis le début, la GRC offre formation, conseils et soutien logistique au Service de police du CTDO. Warren Fontaine, membre du Service de police du CTDO depuis 1980 et sous-

chef depuis 1989, qualifie d'«extraordinaire» la relation de travail qui existe entre la GRC et son service de police.

Comme de nombreux services de police autochtones, la police du CTDO a observé que les agents autochtones qui oeuvrent au sein des collectivités autochtones réussissent à utiliser une forte dose de médiation, de négociations et de déjudiciarisation. On fait aussi un effort concerté pour augmenter la quantité de travail proactif et souvent préventif du service de police du CTDO à la suite d'une recommandation ressortie de l'Enquête de 1991 sur l'administration de la justice en milieu autochtone au Manitoba.

Même s'il y a eu des problèmes et des disputes politiques au fil des ans, les collectivités membres du CTDO sont en général satisfaites de leur service de police et elles apprécient la présence d'agents autochtones parmi elles. Les membres du CTDO espèrent qu'il deviendra plus facile d'appliquer la loi dans les réserves, une fois que les allocations de fonds seront assurées et qu'ils auront plus de ressources à affecter aux programmes et aux projets proactifs d'édification de la collectivité.

SOL. GEN. CANADA LIB/BIBLIO



0000062402